



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAA INDRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°36-2020-048

PUBLIÉ LE 4 MAI 2020

Sommaire

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

36-2020-05-04-001 - Arrêté préfectoral du 29 avril 2020 portant autorisation d'ouverture du marché alimentaire pour la commune de Vatan (modification du nombre d'étals) (2 pages)

Page 3

36-2020-05-04-002 - Arrêté préfectoral du 4 mai 2020 portant autorisation dérogatoire d'ouverture du marché alimentaire de la rue Maurice Sand - commune de La Châtre (2 pages)

Page 6

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

36-2020-05-04-001

Arrêté préfectoral du 29 avril 2020 portant autorisation
d'ouverture du marché alimentaire pour la commune de
Vatan (modification du nombre d'étals)

*Arrêté préfectoral du 29 avril 2020 portant autorisation d'ouverture du marché alimentaire pour
la commune de Vatan (modification du nombre d'étals)*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LÉGALITÉ
Bureau de la Réglementation Générale
et des Elections

ARRÊTÉ du 29/04/2020
portant autorisation dérogatoire d'ouverture du marché alimentaire
pour la commune de Vatan
Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;
Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du Président de la République en date 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, préfet de l'Indre ;
Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du covid-19 ;
Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 proscrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et prorogeant jusqu'au 11 mai 2020 l'habilitation du représentant de l'État à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Considérant qu'afin de prévenir la propagation du virus covid-19, le Premier ministre a, au III de l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié, pris sur le fondement des dispositions de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, interdit jusqu'au 11 mai 2020 la tenue des marchés, couverts ou non et quel qu'en soit l'objet ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'Etat après avis du maire, à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant qu' au regard de l'offre alimentaire locale, le maintien de l'activité de vente au public de produits alimentaires au sein du marché de Vatan répond ainsi à un besoin d'approvisionnement de la population ; que son ouverture doit donc être maintenue durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature, d'une part, à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières », définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes ;

Vu l'urgence ;

Vu le nouvel avis du maire de la commune de Vatan en date du 29/04/2020 ;

Sur proposition du Directeur des services du cabinet

ARRÊTE

Article 1^{er} : La tenue d'un marché alimentaire sur la commune de Vatan, Place de la République, est autorisée à titre dérogatoire tous les mercredis de 8 h 30 à 12 h 00, durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2 ;

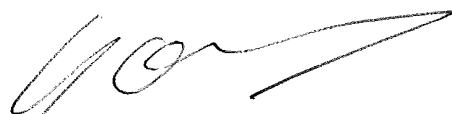
Article 2 : Les conditions d'organisation et de contrôle de ce marché doivent garantir d'une part, le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières », définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes. Le maire s'engage en outre à limiter à 20 le nombre d'étals ;

Article 3 : L'arrêté du 24/04/2020 portant autorisation dérogatoire d'ouverture du marché alimentaire pour la commune de Vatan est abrogé.

Article 4 : Copie du présent arrêté est adressée au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Châteauroux ainsi qu'au service de police ou de gendarmerie territorialement compétent ;

Article 5 : Le présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivants sa notification. Il peut également l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Limoges, 1 Cours Vergniaud, 87000 Limoges, dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020. Ce recours peut être transmis via l'application Télérecours citoyen, accessible sur le site www.telerecours.fr.

Pour le Préfet,
et par délégation,
La Secrétaire Générale



Lucile JOSSE

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

36-2020-05-04-002

Arrêté préfectoral du 4 mai 2020 portant autorisation
dérogatoire d'ouverture du marché alimentaire de la rue

Maurice Sand - commune de La Châtre

*Arrêté préfectoral du 4 mai 2020 portant autorisation dérogatoire d'ouverture du marché
alimentaire de la rue Maurice Sand - commune de La Châtre*



DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LÉGALITÉ
Bureau de la Réglementation Générale
et des Élections

ARRÊTÉ du 04/05/2020
portant autorisation dérogatoire d'ouverture du marché alimentaire de la rue Maurice Sand
pour la commune de La Châtre
Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;
Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du Président de la République en date 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, préfet de l'Indre ;
Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du covid-19 ;
Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et prorogeant jusqu'au 11 mai 2020 l'habilitation du représentant de l'État à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Considérant qu'afin de prévenir la propagation du virus covid-19, le Premier ministre a, au III de l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié, pris sur le fondement des dispositions de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, interdit jusqu'au 11 mai 2020 la tenue des marchés, couverts ou non et quel qu'en soit l'objet ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'Etat après avis du maire, à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant qu'au regard de l'offre alimentaire locale, la création d'un marché provisoire permettant la vente au public de produits alimentaires au sein de la commune de La Châtre répond ainsi à un besoin d'approvisionnement de la population ; que son ouverture doit donc être assurée durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature, d'une part, à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières », définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes ;

Vu l'urgence ;

Vu l'avis du maire de la commune de La Châtre en date du 29/04/2020 ;

Sur proposition du Directeur des services du cabinet

ARRÊTE

Article 1^{er} : La tenue d'un marché alimentaire sur la commune de La Châtre, rue Maurice Sand, est autorisée à titre dérogatoire tous les samedis matin de 8 h 00 à 13 h 00, durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2 ;

Article 2 : Les conditions d'organisation et de contrôle de ce marché doivent garantir d'une part, le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières », définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes. Le maire s'engage en outre à limiter à 20 le nombre d'étals ;

Article 4 : Copie du présent arrêté est adressée au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Châteauroux ainsi qu'au service de police ou de gendarmerie territorialement compétent ;

Article 5 : Le présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivants sa notification. Il peut également l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Limoges, 1 Cours Vergniaud, 87000 Limoges, dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020. Ce recours peut être transmis via l'application Télérecours citoyen, accessible sur le site www.telerecours.fr.

Pour le Préfet,
et par délégation,
La Secrétaire Générale



Lucile JOSSE